



DÉCISION

DÉCISION N° : **2023-DEC-115**

RELATIVE À : Marché n° 2021-002- Réalisation de travaux du groupe scolaire : extension de la maternelle et rénovation en élémentaire - Lot 1 : VRD : Avenant n° 5

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2122-22,

Vu le Code de la Commande publique, et notamment l'article l'article L2194-1,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 43/2021 en date du 26 Mai 2021, et notamment le 4°,

Vu le marché n° 2021-002 relatif à la réalisation de travaux du groupe scolaire : extension de la maternelle et rénovation en élémentaire, et notamment le lot 1 : VRD, d'un montant initial forfaitaire de 209 968,38€,

Vu le projet d'avenant n° 5,

Considérant que des modifications techniques sont nécessaires pour la bonne réalisation des travaux,

Considérant que ces modifications techniques entraînent une moins-value de 11 249,50€ HT, soit une incidence de + 5.36% du montant initial du marché,

Considérant que pour acter ces modifications, il est nécessaire de faire un avenant en plus-value,

DÉCIDE

Article 1. De signer l'avenant n° 5 au marché n° 2021-002 relatif à la réalisation de travaux du groupe scolaire : extension de la maternelle et rénovation en élémentaire lot- 1 : VRD avec la société AÉRÉ 2000, sises ZA des Gravieres 28410 BROUÉ, ayant pour numéro de SIRET 418 357 455 00033, pour un montant de + 11 249.50 € HT.

Article 2. La crédit sera imputé sur les crédits inscrits à cet effet au budget de la Ville.

Article 3. Le Maire et la Trésorière Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont copie sera transmise au contrôle de légalité et notifiée à l'attributaire.

Article 4. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa transmission au contrôle de légalité, l'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la réception du recours équivalant par principe et sauf exceptions à une décision implicite de rejet en application de l'article L.411-7 du Code des relations entre le public et l'administration, et d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles, notamment par voie électronique via l'application «Télérecours citoyen » accessible sur le site internet www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa transmission au contrôle de légalité, ou à compter de la réponse explicite ou implicite du Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé, notamment dans les cas où un recours administratif préalable est obligatoire.

À HOUDAN, le 22/12/2023

Le Maire,

Jean-Marie TÉTART

